

PRÉFET DE LA RÉGION CHAMPAGNE-ARDENNE

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement

Châlons-en-Champagne, le

**Avis de l'autorité administrative compétente en matière d'environnement**  
au titre des articles L.122-1 et suivants du code de l'environnement

**Installations classées pour la protection de l'environnement**

**Commune de NOGENT SUR SEINE (10)**  
**Département de l'Aube**

**I. Contexte de l'avis**

*I.1. Références et identité du demandeur*

<b>Nom</b>	Union Nogentaise de Manutention (U.N.M)
<b>Commune et code postal</b>	NOGENT SUR SEINE (10400)
<b>Objet de la demande</b>	Demande d'autorisation d'exploiter des activités de stockage, de conditionnement et de transbordement sur le quai public du Port de l'Aube (stockage de marchandises végétales et minérales en vrac ou occasionnellement conditionnées).
<b>Activités principales</b>	Logistique ; services auxiliaires des transports par eau
<b>Superficie totale du site</b>	Environ 6,5 ha

*I.2. Présentation du projet*

L'Union Nogentaise de Manutention (U.N.M) exerce déjà sur le site du port de l'Aube ses activités logistiques sous les seuils d'autorisation. Elle dispose d'un récépissé de déclaration du 20 juin 2012 pour l'exploitation de ses installations classées pour la protection de l'environnement.

L'U.N.M est délégataire de service public de la Mairie de Nogent sur Seine pour l'exploitation du quai public du port fluvial de l'Aube, qui recouvre des activités de transbordement, de stockage et de conditionnement de marchandises végétales et minérales, déclarées sous les rubriques n°2160-b, 2517-2, 1532-2, 1530-3 et 1520-2 de la nomenclature des installations classées :

- matières combustibles (papier, carton, bois, biomatériaux, houille, charbon...),
- matières végétales (luzerne, pulpes, tourteaux, céréales...),
- matières minérales (sel, potasse...),
- conteneurs,
- engrais (uniquement en transbordement et chargement direct en camions).

Il est prévu la construction d'un bâtiment polyvalent de 5 000 m<sup>2</sup> pour le stockage en cases (solides en vrac ou conditionnés), financé par l'Union Nogentaise de Manutention, la capacité de stockage de houille, coke et charbon devant à terme dépasser les seuils de l'autorisation au titre de la nomenclature des installations classées.

La demande d'autorisation d'exploiter, initialement déposée le 21 janvier 2013, a été complétée les 16 et 28 mai 2014, 3 octobre 2014 et 24 novembre 2014. Elle n'est pas instruite dans le cadre de l'autorisation unique.

### *1.3. Cadre juridique*

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L.512-1 du code de l'environnement pour dépôt de houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumeuses (rubrique 1520 de la nomenclature des installations classées).

À ce titre, le projet doit faire l'objet d'une évaluation environnementale. Conformément à l'article R.122-7 du code de l'environnement, il est soumis à l'avis du préfet de région en sa qualité d'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement.

Cet avis porte sur la qualité de l'évaluation environnementale, en particulier l'étude d'impact et l'étude de dangers, ainsi que sur la prise en compte de l'environnement dans le projet. Il est transmis au pétitionnaire et joint au dossier d'enquête publique.

Le présent avis ne préjuge pas des suites qui seront données à la demande du pétitionnaire à l'issue de la procédure réglementaire avec enquête publique. Le préfet de l'Aube et le directeur de l'agence régionale de santé ont été consultés lors de l'élaboration du présent avis.

## **II. Qualité de l'étude d'impact**

### *II.1. Analyse de l'état initial de l'environnement*

Le quai public du port de l'Aube, sur lequel ont lieu les activités de l'Union Nogentaise de Manutention, est situé au lieu-dit de l'Ormelat (Zone industrielle des Guignons) à l'Ouest de la commune de NOGENT SUR SEINE.

Le site est bordé :

- à l'Ouest et au Nord, par des entreprises de la Zone industrielle (EMIN-LEYDIER, SEDAC France, EXEL Services Logistiques) ;
- à l'Est, par une zone boisée ;
- au Sud, par la Seine.

Les principales zones d'habitations sont situées à environ 500 m à l'est du site, en direction du centre-ville de NOGENT SUR SEINE.

La zone d'étude du projet comporte un riche patrimoine historique et archéologique (église, ponts...), les sites classés ou inscrits étant situés à plus de 500 mètres du port de l'Aube, hormis deux ponts de pierre du 18<sup>ème</sup> siècle situés sur la RD 919, route située à environ 400 mètres au nord du site.

Le projet s'implante dans l'ensemble naturel de la Bassée, zone humide d'importance nationale, et on note la présence aux alentours du site de plusieurs zones naturelles remarquables :

- Zone NATURA 2000 «Prairies, marais et bois alluviaux de la Bassée» , située à 2 km à l'Ouest et Nord-Ouest du site projeté ;
- Zone Naturelle d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type I «Bois alluviaux, marais et prairies de la Noue aux Nageoires à Nogent-sur-Seine », située à 1,5 km au Nord-Est du site projeté ;

- Zone Naturelle d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type I «Prairies, bois et milieux humides de Freparoy à Nogent-sur-Seine et la Motte-Tilly», située à 1,5 km au Sud-Ouest du site projeté ;
- Zone Naturelle d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type I «Bois, prairies et milieux humides entre Port Saint-Nicolas, le Mériot et Nogent-sur-Seine», située à 650 m au Nord du site projeté ;
- Zone Naturelle d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type II «Milieux naturels et secondaires de la vallée de la Seine», située en bordure Ouest et Nord du site projeté.

Le projet est situé dans une Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux (ZICO n°IF03), et son emprise intervient par ailleurs sur un secteur où plusieurs espèces végétales et animales protégées ont été recensées, principalement sur les berges de la noue bordant le site (papillon cuivré des marais, libellule cordulie à corps fin, violette élevée).

Dans le plan de prévention du risque inondation (PPRI) du bassin aval de la Seine, la zone portuaire est située en zone «rouge claire» (zone à vocation économique et industrielle, dans laquelle sont autorisées les constructions nouvelles liées notamment à la fonction portuaire et logistique, qui, par nature, ne peuvent être placées qu'en bordure du fleuve, donc en zone inondable).

## II.2. Évaluation des impacts

Les principaux impacts générés par l'exploitation des installations sur l'environnement sont détaillés ci-dessous :

Impacts visuels : la modification de la zone portuaire dans le cadre de l'activité de l'Union Nogentaise de Manutention sera peu ou pas perceptible depuis les infrastructures existantes et la Seine.

Consommation d'eau : la ressource en eau utilisée pour l'exploitation des installations est estimée à 800 m<sup>3</sup> par an :

- eau de réseau : 260 m<sup>3</sup> pour un usage sanitaire et l'aire de lavage des véhicules,
- eau de Seine pompée : 540 m<sup>3</sup> pour l'humidification des andains de charbon et le lavage des cases.

Rejets aqueux : les eaux pluviales issues de la plate-forme d'activité et des voiries sont collectées et dirigées vers un bassin de régulation associé à un séparateur d'hydrocarbures, avant rejet vers la Seine via une noue végétalisée.

Eaux superficielles et souterraines : les eaux superficielles sont en connexion étroite avec les eaux souterraines, et plus particulièrement la nappe alluviale de la Seine, elle-même en équilibre avec la nappe de la craie sous-jacente. Le projet pourrait avoir plusieurs impacts sur ces eaux :

- une augmentation importante des débits de ruissellement, liée à la surface d'emprise de la plate-forme d'activités,
- un effet barrage, très limité puisque le remblai de la plate-forme est déjà en place et seule l'imperméabilisation liée au goudronnage reste à considérer.

Rejets à l'atmosphère : ils sont principalement liés au trafic routier et aux envois de poussières minérales et végétales issus des produits stockés ou manutentionnés sur le site.

Bruit : les activités du site génèrent peu de nuisances sonores (provenant principalement de la circulation des véhicules sur le site et des activités logistiques : manutentions, mouvements de péniche...).

Transport fluvial : l'aménagement de la zone portuaire engendrera une augmentation du trafic total de bateaux de marchandises, estimée à 20 % dans les dix ans à venir (de 800 à 1 000 bateaux par an environ).

Trafic routier : la circulation routière induite par l'activité restera limitée par rapport à la circulation locale existant sur la RD 919 (données en 2000 : 3 661 véhicules par jour dont 497 poids lourds). Le trafic sera amené à augmenter dans la zone industrielle des Guignons (estimation de 70 poids lourds par jour destinés à l'activité de l'U.N.M).

Déchets : les principaux déchets générés par le site sont les déchets résultant de l'activité de nettoyage (balayures, quantité estimée inférieure à une tonne par an). Le projet ne générera pas de déchets dangereux.

Au regard des enjeux, le dossier a identifié et analysé de manière acceptable et proportionnée les impacts du site sur les différentes composantes environnementales. Les impacts sont identifiés, et prennent en compte les incidences directes et indirectes, temporaires ou permanentes, du projet sur l'environnement.

### *II.3. Mesures d'évitement, de réduction et de compensation des impacts du projet*

Au regard des impacts présentés, le dossier déposé par l'exploitant précise les mesures pour supprimer, réduire et compenser les incidences du projet. Les principales mesures sont :

- l'aménagement d'un bassin de régulation des eaux pluviales et la mise en place d'un séparateur à hydrocarbures, associés à un traitement biologique par l'intermédiaire d'une noue végétalisée ;
- la création d'une vanne d'isolement ou d'un dispositif d'obturation permettant d'isoler le site en cas de pollution accidentelle ;
- la conservation d'une bande de 15 mètres de largeur laissée sans aménagement entre la plate-forme à traiter en enrobé et les berges de la noue ;
- le nettoyage régulier de la plate-forme, afin de prévenir l'envol de poussières et de diminuer la pollution des eaux de ruissellement ;
- une aire de lavage des véhicules et engins, afin d'éviter les dépôts sur les voies de circulation ou à l'extérieur du site ;
- l'arrosage des andains de charbon avec un mélange eau-cellulose afin de les revêtir d'une «croûte superficielle» et prévenir ainsi l'envol de poussières.

L'étude réalisée par l'exploitant conclut à une absence d'impact notable sur les différentes composantes de l'environnement, et à l'absence d'impact sur les populations avoisinantes.

De plus, des campagnes de mesures périodiques sur les rejets aqueux, sur les rejets à l'atmosphère et sur les niveaux sonores, effectuées dans le cadre d'une réglementation ou à l'initiative de l'exploitant, permettront de vérifier régulièrement et de juger avec pertinence l'impact résiduel de l'établissement sur l'environnement.

### *II.4. Justification du projet retenu*

Dans le schéma d'organisation et d'aménagement des sites fluviaux de la région, en partenariat avec Voies navigables de France et conformément aux orientations du Grenelle de l'Environnement, le transport fluvial sur la Seine voit son trafic (vrac et conteneurs) augmenter. Cet accroissement est la raison du dépôt du dossier de demande d'autorisation d'exploiter par l'U.N.M.

Le nouveau bâtiment sera implanté dans le prolongement d'une zone industrielle existante, située sur le port de l'Aube.

### *II.5. Résumé non technique et exposé des méthodes*

Conformément à l'article R. 122-5 du code de l'environnement, l'étude d'impact est précédée d'un résumé non technique. Celui-ci aborde correctement tous les points de l'étude d'impact. Les éléments contenus dans l'étude d'impact sont correctement justifiés.

### **III. Qualité de l'étude de dangers**

#### *III.1. Identification et caractérisation des potentiels de dangers*

Le pétitionnaire a étudié les dangers présentés par ses installations, selon les dispositions réglementaires en vigueur tenant compte de la probabilité d'occurrence, de la gravité, et de la cinétique d'un phénomène dangereux. Les potentiels de dangers des installations sont identifiés et caractérisés dans l'étude des dangers.

Au regard de la nature de l'activité exercée et des produits présents dans l'installation, quatre potentiels de danger ont été identifiés :

- la combustion de balles de papier recyclé,
- l'explosion de poussières de céréales lors d'un transfert de céréales,
- la décomposition d'un stock d'engrais ammonitraté,
- la combustion d'un stockage de charbon.

#### *III.2. Accidents et incidents survenus, accidentologie*

Les événements pertinents comme les accidents ou les incidents survenus sur des installations similaires ont été détaillés dans l'étude des dangers. Il en ressort que les auto-échauffements et/ou incendies constituent les risques d'accident dont les occurrences sont les plus importantes.

Les conséquences correspondent principalement à des dégâts matériels limités au site.

#### *III.3. Quantification et hiérarchisation des phénomènes dangereux examinés*

L'examen et le croisement des différents critères (gravité, probabilité, cinétique) ne fait pas apparaître de phénomène dangereux jugé inacceptable au sens de la réglementation en vigueur, mais identifie un scénario majorant d'accident susceptible de se produire pendant la durée de vie de l'installation : l'inflammation du stock de charbon.

Dans ce cas de figure, les effets thermiques de l'incendie restent à l'intérieur des limites de l'établissement et n'affectent aucun tiers.

#### *III.4. Identification des mesures prises par l'exploitant*

L'exploitant met en œuvre les dispositifs techniques (clôture, capacités de rétention, moyens de lutte contre l'incendie) et les mesures organisationnelles (formation du personnel, consignes d'exploitation et de sécurité, permis de feu, respect des distances de stockage...) nécessaires pour limiter au maximum la probabilité d'apparition des phénomènes dangereux identifiés, pour maîtriser les risques associés et, le cas échéant, pour permettre une intervention la plus rapide et la plus efficace possible.

### **IV. Prise en compte de l'environnement dans le projet**

L'espace situé entre la voie ferrée et la Seine, au Sud de la zone industrielle permet, par ses dimensions, une valorisation du site dans le respect des paysages et des sites naturels.

La zone d'étude a été définie de manière à englober tous les éléments sur lesquels le projet pourrait avoir un impact.

L'étude de danger a pris en compte l'environnement du site pour apprécier le caractère acceptable du projet.

### **V. Conclusion**

Concernant l'étude d'impact, le dossier a abordé les différents aspects de manière proportionnée aux enjeux.

Concernant l'étude des dangers, les phénomènes dangereux les plus importants ont été étudiés en détail et le pétitionnaire a proposé des mesures visant à réduire les conséquences sur l'environnement et les tiers.

L'avis de l'autorité environnementale ci-dessus ne préjuge pas des suites que le Préfet du département de l'Aube réservera à la demande du pétitionnaire, à l'issue de la procédure réglementaire avec enquête publique qui sera lancée prochainement.

CHALONS-EN-CHAMPAGNE, le 28 MAI 2015

Le Préfet de Région



Le PREFET de la REGION  
CHAMPAGNE-ARDENNE

Jean-François SAVY